

4.4. Les zones humides

Le territoire communal d'Argiésiens ne fait pas l'objet de contraintes administratives ou d'inventaires patrimoniaux autres que ceux liés aux zones humides.

La carte des zones humides de la DREAL fait mention sur le territoire communal d'un certain nombre de zones humides soumises à la loi sur l'eau mais leur exhaustivité n'a pas été recherchée.

Les zones ponctuelles de petite taille restent à localiser ainsi que les secteurs régulièrement inondés par les ruisseaux temporaires ou les remontées karstiques. C'est pourquoi, une carte précise au 1/ 5 000ème a été réalisée sur le pourtour des secteurs urbanisés (200m autour).

La carte des zones humides fait apparaître trois types de secteurs :

1. des secteurs à hydromorphie du sol évidente, ne justifiant pas d'expertise complémentaire (habitat répertorié comme étant humide par nature, présence et abondance de végétaux indicateurs d'hydromorphie) ;
2. des secteurs non humides, ne justifiant pas non plus de diagnostic du sol poussé (végétation ne comportant aucune espèce indicatrice d'humidité et situation ne nécessitant pas d'analyse complémentaire précise du sol à la tarière à main¹. Ces secteurs réunissant pas des conditions théoriques à la présence d'humidité dans le sol : situation éloignée de tout cours d'eau et ne constituant pas un fond de vallon ni située sur un placage de marnes) ;
3. des secteurs intermédiaires à hydromorphie du sol possible, nécessitant, dans le cas de réalisation de travaux ou de construction de bâtiments, une expertise précise à la parcelle avec un complément d'expertise du sol à la tarière à main¹. Ces secteurs à humidité potentielle correspondent à des secteurs **repérés sur le terrain** comme pouvant présenter des critères d'humidité bien que les seuls critères de végétation ne permettent pas de les classer comme secteurs à humidité du sol évidente. Ces secteurs correspondent à certaines situations topographiques (fonds de vallons par exemple), géologiques (placages de marnes et présence par endroits de quelques traces d'oxydoréduction à l'analyse du profil de sol à la tarière à main) ou géographiques (proximité immédiate d'un cours d'eau) et nécessitent de plus amples investigations pédologiques et floristiques.

¹ Zone remblayée avant application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, ne correspondant plus à de la zone humide et permettant son classement en zone constructible (cf. lettre du 15 mai 2014 DDT, Cellule Eau).

Dans les secteurs pressentis pour devenir urbanisables, une expertise de police de l'eau a été réalisée conformément à la dernière législation.

Les fonctions **des zones humides dans le cycle de l'eau sont essentielles** : rétention pendant les périodes pluvieuses, régulation des crues, autoépuration des eaux de surface, alimentation des nappes souterraines, soutien des étiages des cours d'eau en période sèche, réservoirs de biodiversité.

La valorisation économique de ces milieux peut se traduire par des productions forestières ou agricoles (fourrage, etc.). En parallèle, des valorisations pédagogiques et touristiques peuvent bien souvent être envisagées sur certains de ces milieux humides. Toutes ces valeurs et fonctions ont fait l'objet d'évaluations économiques, et l'équivalence financière moyenne se chiffre en plusieurs centaines d'euros par hectare.

Le SDAGE met l'accent sur la nécessité de protéger les zones humides :

- « les documents d'urbanisme définissent des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires ».
- « les documents d'urbanisme doivent permettre de maîtriser (...) l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides ».

Le classement d'une zone humide en secteur urbanisable est plutôt incompatible avec le SDAGE.

Selon les préconisations du SDAGE, ces mesures compensatoires doivent prévoir sur un même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200% de la surface perdue.

Il est cependant toujours beaucoup plus facile de trouver des mesures d'évitement et de réduction plutôt que des mesures de compensation qui sont toujours longues et extrêmement difficiles à mettre en œuvre.



